

REGARD SUR LA VIE OUVRIERE ET SOCIALE MARS 2017

Dans le brouhaha médiatique actuel et le risque d'arrivée au pouvoir du Front National, bien des salariés ne retrouvent pas ce qui fait leur quotidien : le travail, la santé, le logement, la solidarité. Ils sont désorientés et écœurés par les affaires financières qui ont été le lot quotidien de cette campagne jusqu'alors et qui occulte les programmes des candidats. Les débats à venir vont-ils éclairer leurs choix ?

LE TRAVAIL

Dans la MANCHE, le chômage a légèrement augmenté de 0,5% pour l'année 2016. Par contre, dans le bassin d'emploi de Carentan-Sainte-Mère, il a baissé davantage que dans l'ensemble du département, baisse en particulier pour les jeunes de moins de 25 ans, mais en augmentation pour les plus de 50 ans. La présence des Maîtres Laitiers qui prévoient de recruter 200 personnes dans sa nouvelle usine pousse à l'optimisme.

Au plan NATIONAL, c'est un léger recul du chômage pour l'année 2016, mais avec de plus en plus d'emplois précaires : 80% des contrats signés en 2016 sont des CDD, dont 65% de moins d'un an, ce contre quoi réagissent les syndicats dans les négociations actuelles sur l'assurance-chômage en voulant que soient taxés ces contrats courts malgré le refus du Medef. Par contre, la clause Molière (parler Français sur les chantiers) qui prétend être une mesure de sécurité, vise en fait à marcher vers le Front national, selon la CGT.

Tout un tissu industriel existe dans la Manche, fait de plus ou moins grosses entreprises : A Brécéy, la société **ATOLL** (appareils hifi) s'est créée avec 12 salariés et travaille à 40% avec les pays européens, l'Amérique du Nord, l'Asie. A Percy, les camions **CHARDON** (aménagement de camions) sillonne le monde grâce aux 20 salariés. A Coutances, **UNITHER** poursuit son développement avec 250 personnes après son rachat par 3 fonds d'investissement et des perspectives d'agrandissement avec des embauches dans les 2 ans à venir. A Marigny le Lozon, **COPINEW** (marquage et flocage sur textile), 11 salariés, est en plein développement. C'est le plus gros atelier de broderie en Normandie. A Saint-Lô, l'entreprise **LEMASSON** (pompes à chaleur), a le vent en poupe : 300 projets par an, des partenariats universitaires sont engagés avec Caen et Bretagne-Sud. A Torigny-sur-Vire, la société **VP Transports** a redémarré en 2011 et compte 145 salariés dont 25 sont actionnaires.

Dans le NORD COTENTIN : **NUTRIFISH** à Tourlaville valorise les déchets de poisson et emploie actuellement 22 salariés. Elle fabrique de la pulpe, de la poudre de poisson pour les préparations culinaires. **Le CENTRE DE MAREE** (ex-criée) continue son activité nocturne et matinale, mais ce secteur de la pêche demeure fragile à Cherbourg malgré la perspective de 2 nouveaux bateaux, le Brexit risquant de remettre en cause des droits de pêche et de poser des difficultés au trafic fret et passagers à l'avenir. A Beaumont-Hague, **EFFINOR** via sa filiale **SEMA** forme des tuyauteurs et des soudeurs avec perspective d'embauche pour EDF, Areva, Dcns.

Pour les EMR, le projet des éoliennes se concrétise avec ses 500 emplois directs et 2000 indirects après l'accord signé le 23 février, et la première pierre de l'usine de pales qui doit être posée ce jeudi 23 mars. Cette usine est conçue pour tous les clients du marché mondial. La production doit commencer en juin 2018. La concurrence avec Le Havre demeure. **Pour les hydroliennes** : c'est **DCNS** qui poursuit avec **OpenHydro** le développement de la filière. Le projet d'installation dans le Raz Blanchard est en bonne voie. Des études sur la force des courants ont lieu avec l'Université de Caen.

DCNS est dans une dynamique de recrutement : une centaine d'ingénieurs est prévue cette année pour les différents chantiers. Des ouvriers et techniciens doivent être aussi embauchés, une centaine, dont des chaudronniers, des soudeurs, des mécaniciens. Le 14 mars, plus de 450 salariés ont manifesté à l'appel de l'intersyndicale pour revoir l'OTT (organisation du temps de travail) proposé par la Direction.

Pour le nucléaire : **le chantier de l'EPR** se termine ; les essais des différents circuits et des résistances des cuves ont commencé pour un démarrage fin 2018 avec 6 ans de retard et un budget triplé. Le voyage au Japon de la commission d'information (CLI) invite à la prudence et à la prise de mesures très rigoureuses pour prévenir un accident nucléaire et ses conséquences incalculables.

DIFFICILE, L'ACTION SYNDICALE SE POURSUIT :

Elle est difficile comme le montre la convocation au Commissariat de Cherbourg le 7 mars de la Secrétaire Départementale de la CGT suite aux manifestations de la loi EL Khomri, la DCNS ayant déposé une plainte pour entrave à la liberté du travail à cause de barrages le 26 mai 2016. Le leader de la CGT de CAEN était aussi poursuivi au Tribunal correctionnel pour outrages envers le patron de la police. Elle est difficile aussi en cette période de chômage important par peur de perdre son emploi.

Cette action syndicale se poursuit :

Au quotidien, dans de nombreuses entreprises, comme à l'entreprise **Lebarbenchon** où les salariés avec la CGT ont voulu sortir de la situation intenable suite à la fermeture de leur entreprise.

Dans les hôpitaux : le personnel de **l'hôpital Avranches-Granville** est inquiet : « *Les politiques d'austérité asphyxient l'hôpital, le personnel est démotivé, d'où absentéisme et souffrance* ». Le 7 mars, manifestation du personnel avec la CGT et avec le Comité d'usagers de défense de l'hôpital public, contre ces souffrances des soignants et la restructuration des 2 hôpitaux. FO avait décidé d'aller gonfler les rangs de la manifestation à Paris ce jour-là.

A SAINT-LO, les réactions des salariés sont les mêmes : « *On nous demande de fonctionner comme une entreprise, obligation de traçabilité, chimiothérapie à la chaîne* ».

A CHERBOURG : l'hôpital de CHERBOURG-VALOGNES, 1920 salariés, craint de perdre 60 emplois, suite aux injonctions de l'ARS de faire des économies à cause du déficit de 20 millions d'euros en 2016, les subventions promises n'ayant pas été versées. Le 7 mars, une centaine de personnes à l'appel de la CGT, FO, SUD ont manifesté à Paris.

Localement à Cherbourg un rassemblement et une manifestation sont prévus ce jeudi 24 mars. Sur l'ensemble du Département, les élus sont interpellés ainsi que les candidats à la Présidentielle. La CFDT a appelé les agents hospitaliers à se mobiliser par des tracts, des délégations auprès des Parlementaires.

Dans la Fonction publique, les annonces de suppressions de centaines de milliers de postes n'a fait qu'accroître la mobilisation des salariés, déjà malmenés par le blocage du point d'indice. Ils ont manifesté à Paris pour le maintien d'un service public fort, comme le souhaite une majorité de Français. Une étude montre que plus il y a de commerces et de services publics, surtout la poste, dans une zone rurale ou péri-urbaine, moins le vote FN est fort.

MIGRANTS : UNE PRESENCE QUI INTERPELLE :

Si les longs cortèges de migrants venant en Europe ne font plus la une des médias, le dur exil se poursuit pour des millions d'hommes et de femmes : bloqués en Turquie à la suite de l'accord Europe-Ankara, ces réfugiés tentent la terrible route des Balkans par la Bulgarie et la Serbie. Le passage en Bulgarie est très redouté : mis en camps de détention, ils sont frappés, privés de nourriture. D'autres font la tentative de passage par la Lybie avec les mêmes risques : 74 migrants morts sur une plage libyenne, ce 22 février.

Dans le Nord Cotentin à Cherbourg, le terrain Nordez a été de nouveau occupé le 6 février. Ses occupants sont mis en demeure d'évacuer ; la Municipalité ayant porté plainte, le Tribunal administratif de Caen a convoqué les migrants ce 22 mars. Un groupe de citoyens avec Itinérance continue de se rassembler tous les vendredis à la sous-Préfecture pour obtenir un accueil de nuit inconditionnel. Certains réfugiés souhaitent toujours rejoindre l'Angleterre ou l'Irlande au départ de Cherbourg ou d'Ouistreham.

A Carentan, un comité de soutien s'est créé pour défendre une famille présente dans cette ville depuis 2 ans après avoir fui le Kosovo. Bien intégrée, la demande d'asile ayant été refusée, la famille est menacée d'expulsion. Les bénévoles, par le comité de soutien, aident cette famille par une campagne de signatures, vente de crêpes, etc. La décision doit être prise ce 23 mars. Des situations semblables existent à Saint-Lô pour d'autres familles.

Le délit de solidarité demeure en vigueur : **Des militants d'Itinérance** hébergeant des migrants ont été inquiétés et contrôlés par la PAF sur réclamation de voisins. A Cherbourg, trois migrants Afghans ayant accueilli chez eux un autre réfugié Afghan et un Marocain ont eux aussi été convoqués au Tribunal pour ce motif. Ils ont été relaxés, n'ayant fait que « leur devoir d'humanité minimale ». Dans le sud de la France, deux militants ont aussi été contrôlés au Tribunal pour aide illégale à des migrants, transportés dans leur voiture ; Ces militants ont été relaxés.

SOLIDARITE :

De nombreuses associations avec des milliers de bénévoles créent ou maintiennent un tissu social indispensable dans le rural, dans les quartiers. A Cherbourg, les 2 associations Relais Enfant et Oreca sont devenues « Fil et terre » (recyclerie et maraîchage), véritable PME de 150 salariés, dont 110 en réinsertion. Dans le quartier du Maupas, l'Ilot des Echanges vise d'abord à tisser du lien social. Les Restos du Cœur ont souvent besoin de personnel, comme à Tournelville.

A Carentan : Des émigrés avec des Carentanais en insertion dynamisent l'équipe des jardins solidaires.

*Les débats de la campagne présidentielle
doivent nous rappeler que nous sommes au
cœur de choix de société fondamentaux qui
touchent au devenir de notre vivre ensemble...*

Témoignage A.C.O. Février 2017, p.3

Cherbourg, le 22 mars 2017
Les prêtres-ouvriers de la Manche